

Bretagne : le « Pacte d'avenir » du gouvernement ne répond pas à la colère des salariés

Category: Travail, emploi, chômage

écrit par jmfouquer | 10 décembre 2013

Les manifestations pour l'emploi en Bretagne du 23 novembre à l'appel de 7 syndicats sur 8, FO ayant refusé l'unité intersyndicale régionale, sont parvenues à une mobilisation importante: 6000 à Morlaix, 1500 à St Brieuc, 2500 à Lorient, 5000 à Rennes. Ce n'est pas un raz de marée, mais quand on voit d'où on vient, quand on sait que certaines directions syndicales rechignent à manifester sous un gouvernement de « gauche », cette journée a été une re-mobilisation forte et très positive qui appelle une suite. Sans la couverture médiatique et sans les moyens des « bonnets rouges », le mouvement ouvrier a montré sa capacité à mobiliser en toute indépendance, sur ces revendications.

Concernant les entreprises durement touchées, la lutte a pris d'autres formes: à GAD Lampaul, le conflit s'est terminée par l'accord sur les primes de licenciements signé par FO, à Tilly-Sabco la boîte est repartie au moins temporairement suite aux subventions apportées par le gouvernement, à Marine Harvest, un accord, meilleur qu'à GAD a été signé par la CGT (des licenciements ont été annulés, des postes ont été transférés de Poullaouen vers Landivisiau, et pour ceux qui ont été licenciés, dont pas mal ne voulaient plus faire ce boulot très pénible, les primes ont été plutôt conséquentes). Après l'échec de l'ultimatum lancé par C Troadec au gouvernement, les « Bonnets rouges » ont voulu reprendre l'initiative, ils ont choisi un rassemblement-concert sur le site des Vieilles Charrues. Rassemblant sensiblement autant qu'à Quimper le 2 novembre entre 15 et 20 000, la dominante

fut la marée de drapeaux bretons. Dans ce contexte, l'existence d'un « pôle ouvrier » n'a pas pesé pour transformer le caractère de cette manifestation.

Le slogan des années 70 était: « Vivre et travailler au pays ». Le « Comité pour l'emploi » reprend le slogan tel que modifié par les « Bonnets rouges » : « Vivre, décider et travailler au pays ». Ce n'est pas la même chose, le second remet en cause le caractère national de la loi, du code du Travail (Glon de l'Institut de Locarn prône clairement une zone franche pour la Bretagne pour la filière agricole et agroalimentaire), des impôts ... le cadre unifié de la République et des Services publics, qui a des défauts mais aussi limite les inégalités entre régions et surtout une mise en concurrence encore plus forte.

Le second problème, c'est : quelle perspective?

Le « pôle ouvrier » n'a servi qu'à faire converger les salariés qu'il a pu regrouper vers le rassemblement inter-classiste des « bonnets rouges » sur le site des Vieilles Charrues, que la démarche soit applaudie par les gens présents n'enlève rien au fait, qu'on légitime ainsi, qu'on sert de caution, à une mobilisation qui mélange les dirigeants productivistes agricoles, des patrons bretons (et pas tous des petits!), des groupes nationalistes bretons de droite, ... même si tous les présents, heureusement ne sont pas des exploiters.

Le risque est de faire croire que les ouvriers, les salariés ne peuvent pas se mobiliser et gagner avec leurs propres organisations et en toute indépendance de leurs ennemis de classe. Cela ne nous empêche pas de reconnaître la responsabilité écrasante des principales directions du mouvement syndical, qui ne tracent pas de perspectives d'action unifiantes aux secteurs en lutte, ou qui refusent d'aller à l'affrontement quand les mobilisations s'étendent comme lors du mouvement pour les retraites en 2010.

Aujourd'hui, les « bonnets rouges » lancent des « comités locaux », il y a fort à parier que cela ne serve que de rampe de lancement à la liste Européenne à laquelle travaille depuis

le début Christian Troadec, pour une Europe libérale des Régions, contre la France Jacobine. Participer à de tels comités, serait donc entériner la stratégie délibérément choisie depuis le début: confus sur les délimitations de classe mais très claire quant au positionnement en faveur d'une autonomie/indépendance de la Bretagne, dussent-elle être libérale.

Vendredi 13 décembre, le premier ministre Ayrault vient à Rennes, accompagné de cinq ministres pour signer le pacte d'avenir pour la Bretagne qui aura été soumis au Conseil Régional. Ce Pacte est dans une logique libérale. Il ne remet pas en cause fondamentalement le modèle agricole productiviste et pollueur, les organisations environnementales le critique d'ailleurs pour cela. Il fait la part belle au patronat. Il contient des mesures renforçant la loi de juin 2013 [ANI] sur la « sécurisation des parcours professionnels ». Loin de répondre aux enjeux et ne permettant en rien de répondre à la colère des salarié-e-s, des jeunes, des chômeurs il va au contraire alimenter davantage la confusion. Ce pacte est inacceptable en cela qu'il dédouane le patronat et le gouvernement de leurs responsabilités dans la crise et les licenciements. La Cgt et Solidaires appellent à manifester le 13 décembre à Rennes. Tout le débat doit se concrétiser par des slogans clairs qui n'épargnent ni le patronat ni le gouvernement. C'est de cette manière que l'unité peut se réaliser y compris avec les salarié-e-s qui ne sentent pas aujourd'hui écoutés et reconnus par les organisations ouvrières. Cette voie est celle qui donne le plus de perspectives.

Correspondants : André de Brest et François de Morlaix.